

Aurons-nous faim en Suisse en 2030?

Steve Tanner, membre du comité cantonal, PEV Vaud

Certains progrès assez récents dans notre histoire ont tant été érigés en acquis définitifs qu'il est devenu tabou d'en questionner les fondements. Il en va ainsi de notre accès à l'alimentation. Dans un Occident si habile à progresser dans de multiples disciplines, quiconque prétend que l'on puisse manquer d'un bien aussi basique et abondant que la nourriture passe assurément pour un prophète de malheur.

Or, des signes à prendre au sérieux indiquent que notre monde se dirige vers une période de carence alimentaire profonde et durable. D'abord, la désertification, due à la déforestation et au mauvais usage des sols, fait perdre 2.5 fois la surface de la Suisse en terre cultivable par an à la planète. Alors que la surface arable par habitant était de 0.32 ha en 1960, elle n'est plus que de 0.24 ha aujourd'hui et sera encore réduite de moitié d'ici 2050. De plus, les ressources hydriques vitales pour l'irrigation vont baisser dans la même période à cause de la déforestation et du réchauffement climatique, ce dernier ayant de graves incidences sur l'abondance et la régularité des précipitations.

Mais la plus grande menace réside dans le déclin annoncé du pétrole. Notre agriculture moderne en est déraisonnablement dépendante: elle en consomme chaque jour un million de tonnes. De la mécanisation aux engrais, en passant par les pesticides, les herbicides, l'irrigation, la transformation et le transport, le pétrole est partout, et a permis de doubler les rendements en un siècle. Personne ne sait par quoi remplacer cette énergie si pratique et bon marché. Les biocarburants? Les seuls besoins de l'agriculture nécessiteraient le cinquième des surfaces cultivées mondiales, donc autant de réduction pour la nourriture. Le solaire? Pour produire l'énergie nécessaire à l'agriculture d'aujourd'hui, il faudrait fabriquer 2 millions de panneaux par jour durant 30 ans...

Si les régions les plus vulnérables aux changements climatiques et à la dégradation des sols se trouvent dans les pays en développement, la fin du pétrole affectera d'abord les pays industrialisés. Maintenant en surproduction, l'Europe et l'Amérique du Nord de 2030 ne produiront plus la nourriture bon marché d'aujourd'hui. Les rendements réduits provoqueront une envolée des prix, avec leur cortège de conflits sociaux dont la crise alimentaire de 2007-2008 nous en a donné un aperçu. Bien sûr, les modes alimentaires excédentaires d'aujourd'hui laisseront une certaine marge de manoeuvre, mais pas pour tous ceux déjà vulnérables actuellement. Des périodes de disettes en Europe dans quelques décennies ne sont pas impossibles. Tout dépend de la manière dont nos pays géreront leur potentiel productif dans un proche avenir.

Or, la situation est préoccupante. Le dopage au pétrole a généré des excédents qui ont fait chuter les prix et mis à genoux les producteurs. Les bénéfices de l'agro-alimentaire échappent au monde paysan; ils ne sont donc que peu réinvestis dans les outils de production, la formation de la relève et la pérennité du savoir-faire. Le patrimoine agricole s'appauvrit, le métier n'attire plus. En Suisse comme en Europe, au lieu de rétribuer correctement les paysans, on les maintient à flot par des subventions. Les juteux bénéfices de nos gros distributeurs – Coop et Migros par exemple – sont en quelque sorte indirectement financés par les fonds publics.

De plus, l'appauvrissement de l'agriculture a un autre effet bien plus long à réparer: c'est la dépréciation du terrain agricole, qui a pour durable conséquence un bétonnage effréné des surfaces cultivables. La Suisse en perd chaque année un demi pour cent. Si rien n'est fait, et prenant en compte les récentes projections démographiques, nous aurons perdu en 2030 le quart de nos surfaces cultivables comparé à 1960. Sachant l'ampleur du prochain déclin des rendements agricoles, la Suisse est très imprudente de se laisser ainsi bétonner.

Ces éléments devraient orienter la politique suisse et européenne dans plusieurs domaines: agriculture, gestion territoriale, accords économiques et même politique migratoire. Des mesures nécessaires doivent être prises pour maintenir le potentiel productif en prévision des prochains changements globaux, déclin du pétrole en tête. Nos lois doivent mieux protéger le terrain agricole contre le bétonnage. Notre politique agricole doit permettre aux bénéfices de l'agro-alimentaire d'être réinvestis dans des outils de production durables. Les paiements directs doivent être remplacés par des prix suffisants aux producteurs et par un allègement fiscal pour les coopératives paysannes. Pour permettre une agriculture locale compétitive et durable, des taxes prenant en compte l'énergie grise des transports et les impacts environnementaux et sociaux des méthodes de production doivent être introduites pour les produits importés.

Alors, aurons-nous faim en Suisse en 2030? Osons espérer que non. Mais la sécurité alimentaire est trop importante pour être encore longtemps ignorée. Les bons choix doivent être faits aujourd'hui pour garantir demain ce besoin vital àprement défendu depuis toujours: manger décemment chaque jour.

Article paru dans Le Temps le 26 août 2009, rubrique 'Opinion'